



Arrêté n°2023-54

LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE DE PICARDIE JULES VERNE

- Vu** les articles L.713-3, L.719-1, L.719-2, D.719-1 et suivants du code de l'éducation ;
- Vu** les statuts de l'Université de Picardie Jules Verne ;
- Vu** les statuts de l'UFR de SHSP ;
- Vu** l'arrivée à terme des mandats des représentants des personnels ;
- Vu** l'annulation des scrutins prévus initialement le 12 janvier 2023 ;

ARRETE

Article 1 – Elections générales des collèges des personnels au conseil de l'UFR de Sciences Humaines Sociales et Philosophie.

Les professeurs et personnels assimilés, les autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés, les personnels ingénieurs, administratifs, techniciens, de service (BIATSS), sont appelés à voter pour élire leurs représentants au conseil de l'UFR SHSP le :

MARDI 7 FÉVRIER 2023

de 9 h à 16 h sur le site de la Citadelle et au Campus (UFR SHSP)

Article 2 – Sièges à pourvoir.

Sont à pourvoir :

- 8 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés
- 8 représentants des autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés
- 2 sièges de représentants des personnels BIATSS

Article 3 – Calendrier électoral.

Opérations électorales	Echéancier
Affichage des listes électorales	Au plus tard le mercredi 18 janvier 2023
Date limite de dépôt des candidatures	Mardi 31 janvier 2023, 12h00
Date limite de demande d'inscription sur les listes (personnels dont l'inscription est subordonnée à une demande de leur part. Cf.annexe au présent arrêté)	Mercredi 1 ^{er} février 2023, 12h00
Date limite d'enregistrement des procurations	Lundi 6 février 2023, 12h00
SCRUTIN - dépouillement	Mardi 7 février 2023
Proclamation et affichage des résultats	Au plus tard le vendredi 10 février 2023

Article 4 – Listes électorales.

Les listes électorales seront publiées au plus tard le mercredi 18 janvier 2023.

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office et ceux qui doivent en faire la demande, sous réserve de satisfaire aux conditions d'exercice du droit de suffrage.

Ces conditions figurent en **annexe**.

Les listes électorales sont arrêtées par le président de l'université.
Elles seront affichées dans les locaux de l'UFR de SHSP.

Article 5 – Demande d'inscription et modification des listes électorales.

Les électeurs répondant aux conditions pour être inscrits d'office doivent vérifier leur inscription sur la liste électorale et, le cas échéant, présenter une demande d'inscription ou de modification. Cette demande peut s'effectuer jusqu'au jour du scrutin.

Les électeurs soumis à l'obligation de faire une demande d'inscription doivent en faire la demande au plus tard le mercredi 1er février 2023, 12 heures, auprès de la Directrice administrative de l'UFR (Madame Stéphanie Delacroix – stephanie.delacroix@u-picardie.fr).

Toute personne remplissant les conditions pour être électeur, y compris, le cas échéant, celle d'en avoir fait la demande pour les personnes non inscrites d'office sur les listes électorales, et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander de faire procéder à son inscription, y compris le jour de scrutin.

Dans tous les cas, l'inscription sur une liste électorale ne pourra être effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

Les demandes de modification sont adressées à la Directrice administrative de l'UFR.

Article 6 – Date limite et modalités de dépôt des candidatures.

Le dépôt de candidature est obligatoire. Peuvent être candidats les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Les candidatures sont adressées par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées auprès de la Directrice administrative de l'UFR contre accusé de réception.

Chaque liste de candidatures doit être accompagnée, lors de son dépôt, des déclarations individuelles de candidatures signées de chaque candidat.

Les candidats qui déposent les listes peuvent préciser leur appartenance ou le soutien dont ils bénéficient sur leurs déclarations de candidature. Les mêmes précisions figureront sur les bulletins de vote.

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué, qui est également candidat, afin de représenter la liste au sein du comité électoral consultatif mentionné à l'article D. 719-3 du code de l'éducation.

Aucune candidature ne peut être déposée, modifiée ou retirée après la date limite de dépôt des candidatures. Les listes déposées ou reçues hors délai ou non accompagnées des déclarations individuelles seront refusées.

Il appartient aux candidats de mandater la personne qui déposera la liste en leur nom.

Le récépissé de dépôt de candidature ne préjuge pas de la recevabilité de la candidature.

La date limite de réception des candidatures est fixée au mardi 31 janvier 2023, 12 heures.

Article 7 – Composition des listes de candidatures.

Pour tous les collèges, chaque liste doit obligatoirement être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe ; Les candidats sont rangés par ordre préférentiel ; Le nombre de candidats présent sur chaque liste ne peut excéder le nombre de sièges à pourvoir.

De plus,

- Pour les collèges A et B, les listes peuvent être incomplètes, sous réserve de comporter au moins 2 noms.
- Pour le collège des personnels BIATSS, les listes devront comprendre 2 noms.

Article 8 - Professions de foi.

Le dépôt d'une profession de foi est facultatif. Les professions de foi sont déposées dans les mêmes délais que les candidatures.

Elles sont déposées sous format papier imprimées (format A4, une page recto verso) et sous format électronique.

Les professions de foi sont affichées.

Article 9 – Dispositions relatives à la constatation de l'inéligibilité d'un candidat.

L'éligibilité des candidats est vérifiée par le président de l'université.

S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il réunit, pour avis, le comité électoral consultatif selon la modalité la plus adaptée à l'urgence (réunion du comité, visioconférence ou consultation par voie électronique).

Le comité électoral est consulté au plus tard le mardi 31 janvier 2023.

Le cas échéant, le président de l'université demande au délégué de la liste qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible. Pour se faire, le délégué dispose d'un délai maximum de deux jours francs.

A l'expiration de ce délai, le président de l'université rejette, par décision motivée, les listes qui ne satisfont pas aux conditions énoncées aux articles 6, et 7 du présent arrêté.

Les listes de candidats sont publiées, le cas échéant, à l'issue de ce délai de rectification.

Article 10 – Mode de scrutin.

Les membres des conseils sont désignés au scrutin secret et au suffrage direct.

L'élection a lieu au scrutin de liste à un tour, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage.

Article 11 – Modalités de vote.

Chaque électeur doit pouvoir justifier de son identité notamment avec présentation d'une pièce d'identité originale avec photo, ou de sa carte professionnelle.

Le vote est secret et s'effectue à l'urne et sous enveloppe. Le passage par l'isoloir est obligatoire.

Nul ne peut disposer de plus d'un suffrage (un électeur = une voix).

Article 12 – Procurations.

Les électeurs régulièrement inscrits sur la liste électorale et qui ne peuvent voter personnellement ont la possibilité de donner procuration à un mandataire inscrit sur la même liste électorale, dans le même bureau de vote.

Les procurations sont à retirer auprès de la directrice administrative de l'UFR et à déposer **au plus tard le lundi 6 février 2023, 12 heures.**

Chaque procuration est établie sur un formulaire numéroté.

Le mandant (la personne qui donne procuration) doit justifier de son identité lors du retrait de l'imprimé.

Les procurations originales sont conservées par l'Administration.

L'Administration tient un registre des procurations. Elle signale dans les plus brefs délais aux mandants les procurations non valides.

Le jour du scrutin, le mandataire signale au bureau de vote qu'il détient une procuration.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations pour un collège donné.

Le vote par correspondance n'est pas admis.

Article 13 – Ouverture de la campagne électorale.

La campagne électorale débute à compter de la publication du présent arrêté.

Durant la campagne, la propagande est autorisée, y compris le jour des scrutins, à l'exception des salles où sont installés les bureaux de vote.

Article 14 – Tenue des bureaux de vote.

Le président de l'université désigne, pour chaque bureau de vote, un président choisi parmi les personnels permanents, enseignants et administratifs, techniques et de service de l'établissement et au moins deux assesseurs.

Le bureau de vote se prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales. Ses décisions sont motivées et doivent être inscrites au procès-verbal.

Article 15 – Opérations de dépouillement.

Le dépouillement a lieu le mardi 7 février 2023, à la clôture des bureaux de vote, dans chaque bureau de vote. Le dépouillement est public.

Un procès-verbal est produit pour chaque collège.

Article 16 - Proclamation des résultats.

Les résultats seront proclamés au plus tard le vendredi 10 février 2023 et immédiatement affichés dans les locaux de l'UFR SHSP.

Nul ne peut être membre d'un conseil d'établissement public d'enseignement supérieur s'il a fait l'objet d'une condamnation pour un crime, ou d'une condamnation à une peine d'emprisonnement pour un délit.

Article 17 – Durée des mandats.

Les mandats débiteront le lendemain de la date de proclamation des résultats, pour un mandat quatre ans.

Article 18 – Modalités de recours.

La commission de contrôle des opérations électorales siégeant au tribunal administratif d'Amiens connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par le président de l'université ou par le recteur de région académique, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats des scrutins.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats.

Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur ainsi que le président de l'université et le recteur de région académique ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle.

Le tribunal administratif statue dans un délai maximum de deux mois.

Article 19 - Dispositions diverses.

Le présent arrêté est porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage à l'UFR SHSP, ainsi que sur le site internet de l'UPJV.

Cet arrêté tient lieu de convocation.

Fait à Amiens, le **12 JAN. 2023**
Le président de l'université de Picardie Jules Verne

M.Mohammed BENLAHSEN



Destinataire : UFR SHSP pour affichage.
Publication sur le site internet de l'UPJV.
Copie : rectorat de Lille.

ANNEXE
Conditions pour être inscrit sur les listes électorales

ELECTEURS INSCRITS D'OFFICE :

- 1) Les enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés, titulaires, affectés à l'UFR, ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée.

Les personnes qui bénéficient d'une décharge de service d'enseignement ou d'une décharge d'activité de service ou d'un congé pour recherches ou conversions thématiques sont électeurs, s'ils sont affectés en position d'activité ou accueillis en détachement ou mis à disposition.

Les enseignants-chercheurs de l'UPJV en délégation dans un autre établissement sont électeurs.

- 2) Les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, et de service (BIATSS), titulaires ou contractuels, ainsi que les agents stagiaires, en fonction dans l'UFR ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée. Ils doivent en outre être en fonctions dans l'UFR à la date du scrutin pour une durée minimum de dix mois et assurer un service au moins égal à un mi-temps.

ELECTEURS NON INSCRITS D'OFFICE – DOIVENT FAIRE UNE DEMANDE D'INSCRIPTION :

- 1) Les enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés, titulaires, de l'UPJV, qui accomplissent leur service statutaire dans plusieurs composantes, dont l'UFR SHSP, peuvent être électeurs dans 2 composantes, dont l'UFR SHSP, quel que soit le nombre d'heures effectué dans l'une ou l'autre composante.

Dans ce cas, Ils doivent demander à être électeur dans la composante dans laquelle ils ne sont pas rattachés à titre principal.

- 2) Les personnels enseignants-chercheurs, enseignants et assimilés, titulaires et extérieurs à l'UPJV, ainsi que les personnels enseignants non titulaires, contractuels à durée déterminée ou vacataires (ATER, Associés, Invités, Chargés d'enseignement vacataires, Agents temporaires vacataires, Doctorants contractuels,), effectuant à l'UFR un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence (soit 64 HETD – 128 HETD pour les enseignants du 2nd degré), apprécié sur l'année universitaire 2022-2023, en fonction à la date du scrutin.

Lorsque l'enseignant intervient au sein de plusieurs composantes et que cette obligation d'enseignement de référence est réalisée au sein de l'UPJV, il exerce son droit de vote dans la composante de son choix.

Selon leur statut, ces personnels relèvent du collège A ou B.

- 3) Les maîtres de conférences stagiaires affectés à l'UFR.
Ils relèvent du collège B.